

BODIUM — REDECIMA

Bodium et *redecima* rendent chacun un objet très différent. Les deux termes ont cependant un trait commun : l'objet désigné est dans les deux cas une variété de la dîme. Bien que pour être plus précis il faut ajouter que *bodium* désigne le plus souvent un certain type de dîme, mais que ce mot peut revêtir également un autre sens.

I. BODIUM

Ce terme n'a pas échappé à l'attention de Du Cange et de ses continuateurs. Dans son *Glossarium ad scriptores mediae et infimae latinitatis* (1676), sub verbo *boda*, sous-rubrique *Bodium*, *idem quod boda* (*Boda* 2), Du Cange donne des extraits de deux chartes dans lesquelles figure *bodium*. Le célèbre érudit ne précise pas la signification que le terme revêt dans ces cas-ci, mais par la mention *bodium*, *idem quod boda*, il fait entendre qu'à son avis *bodium* est le pendant exact de *boda* (*Boda* 1). Ce dernier mot, il le définit comme suit « *Habitatio, mansio, ex theutonice et cambro-britannico bod ; Flandris vero et Teutonibus Boden est fundus, latifundium* »¹. Et en effet, les textes donnés sous *Boda* 2 se rapportent précisément à la Flandre, et *bodium* y pourrait bien être à première vue le mot flamand « *bodem* » déguisé sous un habit latin.

Dans la deuxième édition, publiée et augmentée par les Bénédictins de Saint-Maur (1733-6), ceux-ci se sont contentés d'ajouter simplement deux textes à ceux déjà fournis par Du Cange.

Mais, dans son *Supplementum* au *Glossarium ad scriptores*

1. Affirmation appuyée sur un seul exemple, un passage d'une charte du roi Waldemar de Danemark de l'an 1326.

mediae et infimae latinitatis (1733), sub verbo « *bodium* », D. P. Carpentier nous donne deux nouvelles significations du terme. Sous *Bodium* 1 : « *Praestationis species quae thesaurario Sancti Petri Insulensis etiamnum, teste Cl. V. D. Valory, ejusdem ecclesiae olim praeposito, sex manipulis¹ persolvitur* », et le savant religieux de citer la charte de Baudouin V pour Saint-Pierre de Lille dans laquelle est consigné le fait que la femme du comte donna au chapitre « *bodium ecclesiae de Deuslemont thesaurario [Sancti Petri]* ». Sous *Bodium* 2 : « *Crypta, sacellum subterraneum, Gall. caveau ; locum cavum. Bove dixerunt nostri* », avec un seul texte à l'appui². Mais il ne rejette pas l'explication donnée par Du Cange. Ayant fait remarquer que dans la charte de Baudouin V *bodium* pourrait signifier *praestationis species*, il ajoute aussitôt que le terme y revient plusieurs fois encore, mais dans l'acceptation rendue par Du Cange sub verbo *boda*. Un des textes relevés par les Bénédictins de Saint-Maur lui semble en outre confirmer péremptoirement ce sens du mot³.

Quant aux éditeurs postérieurs (HENSCHÉL : 1840-50 ; FAVRE : 1883-7) ils se sont contentés des quelques textes rassemblés par leurs prédécesseurs et du commentaire qui l'accompagne.

On nous présente donc trois significations de *bodium* : fonds ; espèce de prestation ; crypte. Le terme a-t-il vraiment revêtu ces significations si divergentes ? Du Cange et Carpentier n'ont-ils pas interprété leurs textes un peu trop rapidement ?

Afin de pouvoir trancher la question, passons d'abord en revue tous les textes dans lesquels apparaît *bodium* — pour autant naturellement qu'ils nous soient connus.

1) 1065 (APRÈS LE 4 AOÛT). CHARTE DE BAUDOUIN (VI) (fils du comte de Flandre Baudouin V ; alors déjà, par son mariage avec Richilde, comte du Hainaut), CONFIRMANT LES POSSESSIONS

1. C'est-à-dire six gerbes de blé.

2. Dans notre liste, le n° 11. — Carpentier continue par une digression sur *Grandis-bodium*, un village provençal. Il se demande si ici *bodium* provient de *bodium* = *crypta* (dans le sens de *locus humilis et profundus*) ou est au contraire une corruption de « bois ».

3. *Pluries occurrit ibidem. Cui interpretationi haud aegre aptari possunt quae in boda* (= ne relevant pas ce mot, Carpentier renvoie nécessairement au *Glossarium* de Du Cange) *laudantur ; et maxime quidem locus ex tom. 5 Gall. Christ. excerptus* (= qui figure dans notre liste sous le n° 5).

DE L'ABBAYE D'HASNON QU'IL VENAIT DE RESTAURER. Le comte avait donné e. a. : « *Asinium*¹ et *Sanctus Vedastus*² cum omni integritate, cum molendinis et pratis et cambis et bodiis, excepta advocatura ; ...in comitatu Hainau de Obesiis et Bavisiel³ medietas terrarum et bodii ecclesiae ; ...in Sinio juxta Duacum⁴, bodium ecclesiae cum curtilli I libero ; ...ecclesiam de Felsech⁵, bodium et altare ; ...juxta Bruetburc in humecto quod vulgo dicitur breuc⁶ V rep[tilia] terrae et bodium et altare... »⁷.

2) 1066 (APRÈS LE 4 AOUT). CHARTE DE BAUDOUIN V, COMTE DE FLANDRE, ÉNUMÉRANT LES POSSESSIONS DU CHAPITRE DE SAINT-PIERRE DE LILLE, QU'IL VENAIT DE FONDER. Le comte avait donné e. a. : « ...apud Wasemias⁸ bodium ecclesiae ; apud Asnapium⁹ item bodium aecclesiae ; apud Godelinchehem¹⁰ bodium aecclesiae et I mansum terrae ;... in territorio Brugensi in villa Rollers¹¹ medietatem bodii ecclesiae et duas partes decimę culturarum mearum ; ... bodium de Everlingahem¹² post obitum Raineri ... in foro Islae, altare Sancti Stephani cum bodio¹³ ... Dedit (= Adèle, femme de Baudouin V, de son douaire) quoque praeterea

1. Anzin (Nord, arr. et con. Valenciennes).

2. Saint-Vaast la Haute (Nord, arr. et con. Valenciennes).

3. Obies-Bavissiaux (Nord, arr. Avesnes, con. Bavai).

4. Sin-le-Noble près de Douai (Nord, arr. et con. Douai).

5. Velzeke-Ruddershove (Flandre orientale, arr. Alost, con. Sottegem).

6. On se réfère ici au village de Saint-Pierrebrouck près de Bourbourg (Nord, arr. Dunkerque, con. Bourbourg).

7. La charte en question comportant une confirmation par le roi Philippe I^{er}, se présente comme un diplôme royal : M. Prou, *Recueil des actes de Philippe I^{er}, roi de France, 1059-1108* (Paris 1904), n° XXII, p. 60-63. Elle a été antérieurement publiée. E. a. par Ch. DUVIVIER, *Recherches sur le Hainaut ancien (Pagus Hainoensis) du VII^e au XII^e siècles* (Bruxelles, 1865) n° 51, p. 402-407, qui en suivant trop fidèlement son modèle, l'édition de la *Gallia Christiana nova*, t. III, preuves col. 82-4, a commis la même faute que celle-ci, en rendant systématiquement *bodium* par *iodium*. D'après la *Gallia Christiana*, t. III, pr., col. 84 la charte de Baudouin V — diplôme de Philippe I^{er} fut confirmée (textuellement ?) par le roi de France Philippe-Auguste en 1203, et par la comtesse de Flandre Marguerite en juin 1273.

8. Wachémy, dépendance de Chémy (Nord, arr. Lille, con. Seclin).

9. Annapes (Nord, arr. Lille, con. Lannoy).

10. Gullegheem (Flandre occidentale, arr. Courtrai, con. Moorseele).

11. Roulers (Flandre occidentale, chef-lieu d'arr.).

12. Verlinghem (Nord, arr. Lille, con. Quesnoy-sur-Deûle).

13. L'église Saint-Étienne de Lille.

*bodium aecclesiae de Doulesmons*¹ *thesaurario ut ex eo unoquoque anno...* (suit l'énumération des différents usages qu'on devait faire avec les revenus) »².

3) 1070 : CHARTE D'EUSTACHE, COMTE DE BOULOGNE ET DE LENS POUR LE CHAPITRE DE LENS. Le comte donnait e. a. : « ...*Ecclesiae quoque de Bethai*³ *et de Durgis*⁴ *et bodii ejus partem dimidium concedi et corroborari impetravimus a domino Lietberti* (= l'évêque de Cambrai), *necnon bodium de Werchin*⁵ ... *Niaule*⁶ *dimidium bodium et unum curtile cum terra arabile* »⁷.

4) 1070. CHARTE DE LIETBERT, ÉVÊQUE DE CAMBRAI, CONFIRMANT LES DONATIONS DONT IL EST QUESTION DANS LA PIÈCE PRÉCÉDENTE : « ... *Ecclesiae quoque de Bethay et eorum quae ad propria adjacent dimidiam partem cum persona habeant, et episcopo ejusdemque ministris quae episcopalia sunt, persolvant... et bodium apud Werchin* »⁸.

5) 6 JUILLET 1087. CHARTE DE ROBERT (II), FILS DU COMTE DE FLANDRE ROBERT I^{er}, POUR L'ABBAYE DE TRONCHIENNES. Le comte donne e. a. : « *Omnis decimatio nove terre et veteris totius Trunchiniensis parochie*⁹ *cum omnibus suis qualibuscumque oblationibus ; similiter omnis decimatio nove terre et veteris totius*

1. Deulemont (Nord, arr. Lille, con. Quesnoy-sur-Deûle).

2. Même remarque que pour le n° 1 : M. PROU, *op. cit.*, n° XXV, p. 72-5.

La chartre a été éditée également par E. HAUTCŒUR, *Cartulaire de l'église collégiale de Saint-Pierre de Lille*, I, (Lille-Paris, 1894), n° II, p. 2-7. Notée par Du Cange et Carpentier, qui donnent seulement le passage relatif à Deulemont. Du Cange renvoie à l'édition de J. BUZELINUS, *Gallo-Flandria sacra et profana* (Duaci, 1625). — La chartre de Baudouin V — diplôme de Philippe I^{er}, fut confirmée textuellement par le roi de France Philippe-Auguste en 1202 (HAUTCŒUR, *op. cit.*, n° LXVI, p. 69-71).

3. Béthonsart (?) (Pas-de-Calais, arr. Arras, con. Aubigny).

4. Dury (?) (Pas-de-Calais, arr. Arras, con. Vitry-en-Artois).

5. Verchin (Pas-de-Calais, arr. Boulogne, con. Fruges).

6. Nielles-lès-Bléquin (Pas-de-Calais, arr. Saint-Omer, con. Lumbres).

7. A. MIRAEUS-F. FOPPENS, *Opera diplomatica* (Bruxellis, 1723-48), I, p. 160. Notée par Du Cange, qui renvoie à l'édition de A. MIRAEUS, *Diplomatum Belgicorum libri II* (Bruxellis, 1628).

8. MIRAEUS-FOPPENS, *op. cit.*, I, p. 161. La chartre de l'évêque ne reprend pas toutes les donations. Ainsi s'explique le fait que *Niaule* n'est pas mentionné. Par contre, le fait que *Durgis* n'y figure pas, est très probablement à imputer à un oubli de Miraeus (*ecclesiae quoque de Bethay [et de Durgis]*).

9. Tronchiennes (Flandre orientale, arr. et con. Gand).

*parochie Landenghemensis ecclesie*¹, *cum omnibus suis oblationibus, et bodium Rusledensis ecclesie parochie*² *novi et veteris terre* »³.

6) 31 OCTOBRE 1089. CHARTE DU MÊME POUR LE CHAPITRE DE SAINT-DONATIEN DE BRUGES. Le comte confirme e. a. : « ... *bodium de Thicabusca*⁴, *bodium de Formesela*⁵, *bodium de Hipris*⁶ ... *bodium in villa Sarra*⁷ *cum XIII bunariis et XVII mensuris diurnalium terre* »⁸.

7) 1096 (AVANT SEPTEMBRE OU OCTOBRE). CHARTE DE ROBERT II, COMTE DE FLANDRE, POUR LE CHAPITRE DE SAINT-PIERRE DE LILLE. Le comte donne à la collégiale un fief, le *bodium de Lescin*⁹, qu'il vient d'échanger avec deux de ses vassaux¹⁰.

8) 1112. CHARTE DE BAUDRY, ÉVÊQUE DE Tournai, POUR LE CHAPITRE DE SAINT-PIERRE DE LILLE. L'évêque donne, à la demande des chanoines : « *bodium ecclesie de Wervi*¹¹, *quod Lambertus archidiaconus nostra concessione tenebat, ipso assentiente eidem ecclesie ad usus fratrum...* »¹².

9) S. D. (1135-1190). MENTION DANS LE « LIBER PREBENDARUM » DU CHAPITRE DE SAINT-BARTHÉLEMY DE BÉTHUNE D'UNE DONATION FAITE A LA COLLÉGIALE PAR SON FONDATEUR, ROBERT I^{er}, SEIGNEUR DE BÉTHUNE : ... « *ecclesiam Sancti Bartholomaei*¹³,

1. Landegem (Flandre orientale, arr. Gand, con. Nevele).

2. Ruiselede (Flandre orientale, arr. Thielt, chef-lieu de con.).

3. F. VERCAUTEREN, *Actes des comtes de Flandre, 1071-1128* (Bruxelles, 1938), n° 7, p. 20-21. Notée par les Bénédictins de Saint-Maur qui renvoient à l'édition de la *Gallia Christiana nova*, t. V (1731).

4. Dikkebusch (Flandre occidentale, arr. et con. d'Ypres).

5. Vormezele (Flandre occidentale, arr. et con. d'Ypres).

6. Ypres (Flandre occidentale, chef-lieu d'arr.).

7. Zarren (Flandre occidentale, arr. et con. Dixmude).

8. VERCAUTEREN, *op. cit.*, n° 9, p. 30-32. Dans une charte émanant soi-disant du comte de Flandre Arnoul I^{er} et datée de 961, on a repris à peu près textuellement le dispositif de l'acte de Robert II. C'est à ce faux (dans l'édition de MIRAEUS-FOPPENS, *Opera Diplomatica*, I) que renvoient les Bénédictins de Saint-Maur. La charte de Robert II fut confirmée textuellement par le comte de Flandre Philippe d'Alsace en 1183 (MIRAEUS-FOPPENS, *op. cit.*, II, p. 1188).

9. Lesquin (Nord, arr. Lille, con. Seclin).

10. VERCAUTEREN, *op. cit.*, n° 20, p. 63.

11. Wervik (Flandre occidentale, arr. Ypres, chef-lieu de con.).

12. HAUTCŒUR, *op. cit.*, n° XV, p. 23.

13. L'église Saint-Barthélemy de Béthune dans laquelle fût fondé le chapitre.

*scilicet altare cum tota alia parte quam vulgus bogium solet appellare ; ... ecclesiam de Locon*¹ ... *scilicet altare et aliam partem quam dicimus vulgo bogium* »².

10) 1164. CHARTE DE GÉRARD, ÉVÊQUE DE TOURNAI, POUR L'ABBAYE DE CYSOING. L'évêque confirme e. a. : « *altare de Lis* »³ *cum uno modio frumenti de bodio* »⁴.

11) AOUT 1218. LE CHAPITRE DE SAINT-PIERRE DE LILLE DÉTERMINE LES CHARGES ET LA DOTATION DE PLUSIEURS CHAPELLENIES FONDÉES DANS L'ÉGLISE DE SAINT-PIERRE, et e. a. « ... *duos instituimus capellanos qui in bodio ecclesie missam celebrent* »⁵.

12) 1225. CHARTE DE L'ÉVÊQUE PIERRE DE THÉROUANE POUR LE CHAPITRE SAINT-DONATIEN DE BRUGES. L'évêque confirme quelques possessions du chapitre, et e. a. les *bodia* mentionnés dans le n° 6, en se basant sur les chartes de Robert (II) (= n° 6) et de Philippe d'Alsace (= confirmation textuelle du n° 6)⁶.

Exception faite pour les n°s 6 et 7 qui ne donnent que le terme *bodium* suivi du seul nom d'une localité, tous les autres textes s'accordent à mettre *bodium* en rapport avec *ecclesia* — sinon dans tous les cas, du moins dans quelques-uns. Mais quel est ce rapport ?

Pour justifier sa thèse que *bodium* est synonyme de *crypta* [*ecclesie*] Carpentier renvoie à un texte qui figure dans notre liste sous le n° 11. Et en effet, *bodium* y doit être quelque partie de l'église. Mais cette partie est-elle bien la crypte ? Il est permis

1. Le Locon (Pas-de-Calais, arr. et con. Béthune).

2. MIRÆUS-FOPPENS, *Opera diplomatica*, II, p. 945. Ce *liber prebendarum* fut rédigé sous Robert IV de Béthune (1135-1190). On l'a sans aucun doute compilé au moyen de documents anciens. Ainsi il y a une grande chance à ce que notre passage a été emprunté à une pièce remontant à l'époque de la donation, c'est-à-dire le commencement du XI^e siècle.

3. Lys-lez-Lannoy (Nord, arr. Lille, con. Lannoy).

4. I. DE COUSSEMAKER, *Cartulaire de l'abbaye de Cysoing et de ses dépendances* (Lille, 1883), n° XXV, p. 31.

5. HAUTCŒUR, *op. cit.*, n° CXLII, p. 139. — C'est à cette charte (= dans un cartulaire manuscrit de la collégiale) que Carpentier renvoie dans *Bodium* 1.

6. MIRÆUS-FOPPENS, *Opera diplomatica*, II, p. 1225.

d'en douter : la fondation de la chapellenie où deux chapelains devaient lire la messe *in bodio ecclesie* est mis en opposition avec une autre où deux chapelains *ad altare sancti Petri in cripta missam pro defunctis celebrare debebunt* ! Dans ce cas-ci *bodium* ne peut donc revêtir le sens de crypte ! Hautcœur, l'éditeur de la charte en question, donne en note son opinion ¹ : en usant de l'expression *in bodio ecclesie* on a voulu dire « dans l'église même ». Cette explication nous paraît être de loin la plus plausible. *Bodium* est donc ici, selon toute vraisemblance, le corps même de l'église — abstraction faite des souterrains (= crypte) et des superstructures (= clocher). Le terme est par conséquent très probablement à traduire par « la partie principale d'une église ». D'autres textes de la même région rendront cette notion par *corpus ecclesiae* ou *navis ecclesiae* ².

Voilà donc précisé le sens du *bodium* ² de Carpentier. Le terme revient-il avec cette signification dans nos autres textes ? *Bodium* devrait-il être traduit partout par « corps d'église » ? Nos textes ont tous trait à des donations ou à des confirmations de possessions. A priori, il est guère probable que des donateurs auront fait présent de la partie principale d'une église, en retenant pour soi les souterrains et le clocher. Mais si crypte et clocher étaient déjà dans les mains de quelqu'un d'autre ? Et de même, la possession d'une église par une communauté religieuse ne pourrait-elle pas être restreinte à quelque partie de cette église ? Dans les chartes on note parfois que la moitié, le quart, etc. d'une église ou chapelle revenait à tel monastère. On y vise à peu près toujours la répartition des revenus de cette église ou chapelle, et non la division du bâtiment même entre divers ayant-droits. Mais la division des revenus ne pourrait-elle pas avoir été accompagnée de celle du bâtiment ? *Bodium* ne signifierait-il donc pas également « la partie principale d'une église avec les revenus y afférents » par opposition par exemple avec « la crypte et ses revenus » ? Ceci expliquerait que dans le n° 2 le *bodium* de Deulemont constitue une source de revenus.

Cette hypothèse, pour n'être pas tout à fait probable, reste néanmoins plausible, et est étayé sur le sens que le terme *bodium*

1. *Ibidem*, p. 139, n. I.

2. Voir plus loin, p. 187-8.

revêt incontestablement dans notre texte n° 11. Mais nous devons constater qu'il est impossible de l'étendre sans plus à tous les cas. En effet, par deux fois elle reste en défaut d'expliquer la teneur d'une donation : l'expression « *bodium... novi et veteris terre* » (n° 5) et le fait qu'on donne au chapitre de Lens deux églises ainsi que la moitié de leur *bodium* (nos 3 et 4), ne peuvent pas trouver d'explication par le sens de *bodium* que nous venons d'examiner.

Nous devons donc continuer nos recherches afin d'atteindre, en nous basant sur les textes détaillés, un double but : 1° y a-t-il parfois moyen de traduire *bodium* par *corpus ecclesie* avec ou sans les revenus y afférents ; 2° quel(s) est (sont) le (ou les) autre(s) signification(s) que *bodium* peut revêtir dans nos textes.

» *Ecclesia ... scilicet altare cum tota alia parte quam vulgus bogium solet appellare* » (n° 9). A rapprocher de ce texte sont les expressions suivantes : « *ecclesiam de Felsech, bodium et altare* » (n° 1) ; « *juxta Bruetburc in humecto ... bodium et altare* » (n° 1) ; « *in foro Islae altare sancti Stephani cum bodio* » (n° 2). A la lueur du texte n° 9, elles sont à interpréter respectivement : « *ecclesiam de Felsech [scilicet] bodium et altare* » ; « *juxta Bruetburc in humecto... [ecclesiam, scilicet] bodium et altare* » ; « *in foro Islae [ecclesiam] sancti Stephani, [scilicet] altare cum bodio* ».

Dans ces cas-ci *altare* et *bodium*, bien distincts l'un de l'autre, constituent ensemble l'*ecclesia*. Notre problème est donc ramené à une équation à trois termes, dont l'un est une inconnue (*bodium*), un second un élément connu (*ecclesia*), et le troisième (*altare*) un élément également connu, mais ayant plusieurs significations. Théoriquement il doit donc être possible de résoudre l'équation et de déterminer la valeur de l'inconnue.

En Flandre, *altare* apparaît souvent comme un synonyme d'*ecclesia*¹. Mais puisque dans les cas qui nous préoccupent *altare* constitue une partie de l'église, cette signification peut être aussitôt éliminée.

La première signification d'*altare* est à vrai dire « autel ». Ainsi, *bodium*, dans l'acceptation de *corpus ecclesie*, ne pourrait-il

1. H. VAN WERVEKE, *Het bisdom Terwaan van den oorsprong tot het begin der veertiende eeuw* (Recueil de travaux publiés par la Faculté de Philos. et Lettres de l'Univ. de Gand, fasc. 52 ; Gand-Paris, 1924), p. 98 et n. 1.

pas avec l'*altare* former l'*ecclesia* ? Nous aurions alors : *altare* = l'autel où se concentre le culte ; *bodium* = le bâtiment qui le renferme ; à eux deux : l'église au sens à la fois culturel et matériel. Explication très satisfaisante qui nous ramènerait quant à la signification du terme *bodium*, au sens qu'il revêt dans le texte n° 11. Avec cette différence toutefois, qu'ici il engloberait tout le bâtiment ; qu'il serait devenu synonyme d'*ecclesia* au sens matériel du mot. Ce qui ferait conclure alors que pour désigner l'église en tant que bâtiment on aurait pris le terme qui signifiait *corpus ecclesie* (= la partie principale de l'église).

Mais si séduisante que soit cette hypothèse, elle ne nous satisfait pas complètement. En effet, pourquoi alors dans le n° 9 aurait-on cru nécessaire de spécifier qu'il s'agissait bien de « *tota alia pars quam vulgus bogium solet appellare* » ? Ceci suggère en effet que le *bogium* pourrait être divisé ! Comme nous l'avons dit plus haut, il est possible que parfois une église (= au sens matériel) fût en possession de plusieurs personnes. Ce qui pourrait expliquer la formule employée... mais pourquoi alors le rédacteur de la charte en question ne s'est-il pas plutôt avisé d'écrire tout simplement *tota ecclesia*, au lieu de concentrer son attention sur le *bogium* ? Voudrait-il faire entendre que bien que son chapitre soit devenu propriétaire de l'église (et du *corpus ecclesie*), cela n'avait pas entraîné ipso facto la possession du *bogium* en son entier ? Dans ce cas *bogium* ne pourrait pas être le pendant de *corpus ecclesie* ou d'*ecclesia*.

Nous n'ignorons pas que, lorsque l'on a affaire à des textes du moyen âge, il est toujours prudent de ne pas vouloir forcer leur interprétation. Cherchons donc si, en donnant à *altare* sa troisième et dernière signification, nous ne parviendrons pas à un résultat qui s'accorde mieux avec les textes en question.

Mais pour bien faire comprendre cette nouvelle signification d'*altare*, il est nécessaire d'ouvrir une parenthèse. A l'époque carolingienne la plupart des églises étaient dans les mains des seigneurs tant laïques qu'ecclésiastiques (p. ex. monastères). Cet état de choses n'a pas changé au cours des siècles qui suivirent l'écroulement de l'édifice carolingien. Ces églises ressortissaient à leurs propriétaires tant au spirituel qu'au matériel. Ceux-ci jouissaient à leur égard d'un plein *dominium* : du droit

de nommer le desservant et de disposer à leur gré des revenus paroissiaux, pour ne citer que les deux conséquences du *dominium* qui donnèrent lieu au plus grand nombre d'abus. Bien que parfois une voix s'éleva contre cet état de choses, l'Église le toléra. Survint la réforme grégorienne. Sous l'impulsion de Grégoire VII, les milieux ecclésiastiques commencèrent à agir contre les seigneurs (surtout laïcs) détenteurs d'églises et de revenus ecclésiastiques, en premier lieu, de dîmes.

Ils ne purent réaliser leur programme en son entier. Si ici un peu plus tôt, là un peu plus tard ¹, les seigneurs laïcs se dessaisirent de leurs églises ou consentirent à changer leur *dominium* en un simple droit de patronat ², ils ne se gênaient nullement à détenir encore les dîmes. Pourquoi d'une part cette victoire rapide et totale, d'autre part cet échec non moins total ? Il faut de nouveau remonter quelques années en arrière.

Aux environs de 1050 il s'avère que si en Flandre ³ le *dominium* était encore théoriquement en toute sa vigueur, la pratique avait mis un frein au droit du seigneur de disposer des revenus paroissiaux comme bon lui semblait. Ceci s'était produit par une division de ces revenus en deux parties distinctes, dont l'une devait servir à l'entretien de l'église et de son desservant et dont l'autre pouvait être faite sienne par le propriétaire de l'église. Au prêtre revenaient les bénéfices qu'il tirait de l'exercice de son sacerdoce, c.-à-d. les paiements faits pour l'administration des divers sacrements, les offrandes des fidèles, ainsi qu'une partie de la dîme, évaluée au tiers. Les seigneurs « se contentaient » des deux autres tiers de la dîme. Ainsi l'intérêt matériel que représentaient les églises pour leurs propriétaires, s'était concentré sur la dîme, et plus spécialement sur les deux tiers de la dîme. Avec la conséquence inévitable et logique qu'il importait désormais très peu aux seigneurs de garder le *dominium* sur leurs églises, pourvu qu'ils puissent jouir en toute

1. En Flandre, c'était à peu d'exceptions près, déjà chose faite à la fin du XI^e siècle ! Ailleurs il faut attendre la seconde moitié du XII^e siècle (par exemple au diocèse d'Utrecht).

2. Qui leur conférait simplement le droit de présenter (et non de nommer !) le candidat-prêtre aux autorités compétentes (= l'évêque du diocèse).

3. Voir note suivante la raison pour laquelle nous prenons comme base la situation en Flandre.

tranquillité de leur part des dîmes. Cette division des revenus paroissiaux est donc à la base, d'une part de la rapide transformation du *dominium* sur les églises en un droit de patronat, d'autre part de la farouche résistance des seigneurs quant à la revendication de la dîme par l'Église. Autre conséquence fatale : les deux tiers de la dîme qui jusqu'alors avaient formé avec les autres revenus paroissiaux un tout pratiquement indivisible, commençaient à avoir une vie propre. Ils commençaient à n'être plus sentis comme liés à l'église, comme formant partie intégrale des revenus paroissiaux ; ils devenaient peu à peu un droit seigneurial, une source de revenus, qu'on pouvait à sa guise donner, échanger, vendre, diviser, sans la moindre intervention de l'autorité ecclésiastique ¹.

A notre point de vue, ce qu'il importe de noter c'est que la part des revenus paroissiaux attribuée au prêtre était dénommée *altare*, tandis que la part réservée au seigneur s'appelait très souvent *due partes decime*, ou était désignée avec un autre com-

1. Tels sont les résultats de nos recherches sur ce problème ; recherches que nous n'avons toutefois poursuivi que dans un cadre géographique assez restreint, à savoir le comté de Flandre. Nous espérons pouvoir publier bientôt ces résultats in extenso dans notre étude sur le domaine des comtes de Flandre.

Dans son livre *Le droit de propriété des laïques sur les églises et le patronat laïque au moyen âge* (Bibliothèque de l'École des Hautes Études, sciences religieuses, t. XIX, Paris, 1906), P. THOMAS a traité de façon magistrale tous les aspects du problème dans un cadre géographique des plus étendu. Toutefois la chronologie des diverses étapes de l'évolution a été un peu négligée, et, surtout, Thomas ne semble pas avoir remarqué les grandes conséquences qu'a eues la division des revenus paroissiaux sur l'évolution du *dominium* en droit de patronat. De même la répartition de ces revenus en paiements pour les sacrements, offrandes, tiers de la dîme d'une part, et les deux tiers de la dîme d'autre part, lui semble avoir également échappé. P. VIARD dans ses œuvres sur l'histoire de la dîme en France (*Histoire de la dîme ecclésiastique principalement en France jusqu'au décret de Gratien*, Dyon, 1909 — *Histoire de la dîme ecclésiastique dans le royaume de France aux XII^e et XIII^e siècles*, Paris, 1912), n'a lui non plus distingué entre la partie de la dîme qui rentrait dans la part du prêtre et les deux tiers que les seigneurs se réservaient. Simple inadvertance de la part de ces érudits, d'ailleurs excellents ? Ou bien l'évolution des revenus paroissiaux et des droits des laïcs sur les églises revêt-elle en Flandre un caractère spécial ? La première hypothèse nous semble la plus probable. Toutefois, pour le moment, nous n'osons pas encore nous prononcer trop affirmativement. Si nous nous sommes reporté aux caractéristiques de l'évolution telles que les reflètent les textes flamands, c'est que toutes les chartes dans lesquelles apparaît *bodium* se rapportent précisément à la Flandre.

posé dans lequel revenait le mot *duo* (*due garbe, due manipulae, due portiones*). A eux deux l'*altare* et les *due partes decime* formaient la totalité des revenus paroissiaux, la totalité des revenus d'une église ¹.

Revenons maintenant à notre texte n° 9. Remplaçons-y *altare* par la part du prêtre, et substituons *due partes* à notre inconnue *bogium*. Alors la phrase devrait être interprétée comme suit : « Je vous donne l'église de Saint-Barthélemy avec tous ses revenus, notamment la part du prêtre ainsi que les *due partes decime* en leur entier ». Explication des plus satisfaisantes ! Maintenant il devient possible de comprendre également pourquoi on a spécifié « *tota alia pars... bogium* » ; pourquoi ici comme pour Le Locon (n° 9) et Velzeke (n° 1) on ne s'est pas contenté d'une simple *tota ecclesia* mais qu'on a cru nécessaire de spécifier que l'*ecclesia* comprenait et l'*altare* et le *bodium* ; pourquoi, dans les cas de Saint-Pierrebrouck (n° 1) et de Lille (= église Saint-Étienne, n° 2), on a même laissé tomber le terme *ecclesia*. En effet, si *altare* (= la part du prêtre) formait partie intégrante de l'église (= considérée ici plutôt comme source de revenus), il n'en était pas de même des deux tiers de la dîme que le seigneur pouvait retenir en leur entier ou partiellement. Qui dirait donc « je possède l'*altare* » ferait savoir en même temps qu'il possédait l'église (= dans l'acceptation matérielle du mot) ² ; qui dirait « je possède l'*altare* avec le *bodium* » ferait entendre qu'il possédait, outre l'église, les revenus paroissiaux dans toute leur intégrité.

Dans ces cas-ci *bodium* serait donc à remplacer par *due partes decime*. Voyons si dans les cas qui ne sont pas encore définis, il est possible de substituer l'un terme à l'autre. Prenons d'abord les textes qui nous ont permis d'affirmer que *corpus ecclesie* ne pouvait être la seule signification possible de *bodium* (= les n°s 3-4 et 5).

« *Ecclesie de Bethay et de Durgis et bodii ejus partem dimidium* »

1. Même remarque qu'à la note précédente : la nomenclature en question se rapporte plus spécialement à la Flandre, mais doit être préférée à toute autre puisque les textes à étudier sont précisément des textes flamands.

2. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle *ecclesia* a été fréquemment rendue par *altare*.

(n^{os} 3 et 4) : « Vous recevez les églises de *Bethay* et de *Durgis* mais seulement la moitié des *due partes decime* ». C'est très compréhensible : « A vous les bâtiments et la part du prêtre ; pour moi je retiens la moitié des revenus paroissiaux qui me reviennent, tandis que l'autre moitié je vous en fais également présent ».

Le sens de « *bodium Rusledensis ecclesie parochie novi et veteris terre* » (n^o 5) devient également très clair : « Je vous gratifie des *due partes decime* de la paroisse ; si dans l'avenir des terres encore en friche seront mises en culture, vous aurez le droit d'y exiger votre part de la dîme ». A noter également que les dons précédant immédiatement celle du *bodium* de Ruiselede, portent sur le « *omnis decimatio nove terre et veteris... cum omnibus oblationibus* » des paroisses de Tronchiennes et de Landeghem ; c'est-à-dire sur les revenus paroissiaux (avec l'église) de ces localités ¹. « *Omnis decimatio nove terre et veteris... bodium novi et veteris terre* » : le parallélisme entre les deux expressions est frappant ! Si même il nous avait été impossible de déterminer d'autre manière la signification que *bodium* pourrait revêtir, nous aurions pu déduire de ce texte que *bodium* devrait bel et bien être une dîme, qui, n'étant pas assimilée à l'*omnis decimatio*, devait nécessairement être une subdivision de cette *omnis decimatio* !

Voyons maintenant les autres textes. Dans l'énumération des possessions de Saint-Donatien les *bodia* de Dikkebusch, de Vormezele et d'Ypres se trouvent encadrés par des églises et chapelles *cum omnibus decimis et terris adjacentibus* et d'autres expressions de même sorte ². Aucun doute possible : ici également *bodium* doit être le pendant de *due partes decime*.

1. Tandis que pour désigner l'ensemble des revenus paroissiaux on employait le plus souvent une périphrase dans laquelle on se référait à la division en quelque sorte juridique de ces revenus (*altare-bodium*), ici ces revenus ont été désignés d'après leur nature : toute la dîme (= les deux tiers des seigneurs et le tiers rentrant dans la part du prêtre) et les oblations (= qui formaient avec le tiers de la dîme, la part du prêtre.)

2. Ils se trouvent rangés parmi les églises et chapelles, dans l'énumération de la partie du domaine de Saint-Donatien dont les revenus étaient réservés aux chanoines. Partie du domaine qui consistait en possessions de nature ecclésiastique (= églises, dîmes), et en terres et biens de même espèce. — Le *bodium* de Zarren par contre rentrait dans la partie des domaines réservée au prévôt, et qui, elle, comprenait à peu près exclusivement des terres.

De même il devient compréhensible pourquoi le *bodium* de Deulemont constitue une source de revenus (n° 2). Pourquoi l'abbaye de Cysoing possède l'*altare* (= église et la part du prêtre) de Lys ainsi qu'un revenu d'un muid de froment provenant du *bodium* de la localité (n° 10) — et qui reviennent en outre dans une énumération de possessions de l'abbaye dans laquelle il n'est question que d'*altaria*, la plupart accompagnés de la mention « *cum omni decima* ». Pourquoi il advint assez fréquemment que seule la moitié du *bodium* est offerte à un monastère (nos 1, 2, 3-4). Même l'extrait du n° 2 « *in villa Rollers medietatem bodii aeclesiae et duas partes decime culturarum mearum* » qui, à première vue, s'oppose à notre identification « *bodium* = *due partes decime* », peut être interprété de façon satisfaisante : « à Roulers vous recevez seulement la moitié des *due partes decime* qui me reviennent ; mais quant aux terres de mon *indominicatum*, c'est la totalité de ma part de la dîme dont je vous fais don ».

Résumons-nous. Si dans le n° 11, *bodium* revêt incontestablement le sens de *corpus ecclesie*, il s'avère que dans la quasi-totalité des autres textes il est à rendre par *due partes decime*, c'est-à-dire cette partie des revenus paroissiaux que le propriétaire (ou l'ancien propriétaire) de l'église se réservait. Tel est sans aucun doute le cas dans les nos 3-4, 5 et 9, et plus que probablement dans les nos 6 et 10. De quelques extraits des nos 1 et 2 on peut dire autant, de sorte que les autres mentions de *bodium* dans ces chartes sont également à prendre pour le pendant de « les deux tiers de la dîme ». Seul le sens de *bodium* dans les nos 7 et 8 reste imprécise puisqu'il n'y a pas moyen de spécifier davantage sa nature. D'autre part, il n'a pas été possible de confirmer l'exactitude de l'hypothèse que *bodium* pourrait signifier ou bien le corps de l'église avec les revenus y afférents, ou bien *ecclesia* dans l'acceptation matérielle du mot.

En nous basant sur les indications fournies par les textes mêmes, combinées avec ce que nous savons de l'évolution des concepts église, dîme, autel et revenus paroissiaux, nous avons tâché de préciser le sens de *bodium*. Il y avait encore un autre moyen — plus facile celui-là — pour atteindre ce but : voir comment les textes postérieurs rendent *bodium* ! Faisons la comparaison afin de vérifier l'exactitude de nos déductions.

Les chartes de Saint-Pierre de Lille ont fourni la plus grande quantité de textes concernant le *bodium*. Commençons donc par cette collégiale. Voici un extrait d'une bulle de Célestin II confirmant à la collégiale de Lille les *altaria* en sa possession (3 mars 1144) : « ...in eadem Insula altare Sancti Stephani cum duabus partibus decime... altare de Leschin cum duabus partibus decime; altare de Werohie cum duabus partibus decime; altare de Asnapia cum duabus partibus decime; altare de Werleghehem cum duabus partibus decime...; duas partes decime de Dehulesmons, et duas partes decime de Wasemies, et duas partes decime de Rolliers ¹ ».

Texte n° 2

Bulle de Célestin II

- | | |
|--|---|
| — <i>bodium de Doulesmont.</i> | — <i>duas partes decime de Dehulesmons.</i> |
| — <i>altare Sancti Stephani cum bodio.</i> | — <i>altare Sancti Stephani cum duabus partibus decime.</i> |
| — <i>apud Wasemias bodium aeclesiae.</i> | — <i>duas partes decime de Wasemies.</i> |

Néanmoins la bulle présente quelques différences avec nos textes :

Texte n° 2

Bulle de Célestin II

- | | |
|---|--|
| — <i>apud Asnapium, item bodium aeclesiae.</i> | — <i>altare de Asnapia cum duabus partibus decime.</i> |
| — <i>bodium de Everlingahem post obitum Reineri.</i> | — <i>altare de Werleghehem cum duabus partibus decime.</i> |
| — <i>In villa Rolliers medietatem bodii aeclesiae et duas partes decimae culturarum mearum.</i> | — <i>duas partes decime de Rolliers.</i> |

Texte n° 7

- | | |
|----------------------------|--|
| — <i>bodium de Lescin.</i> | — <i>altare de Leschin cum duabus partibus decime.</i> |
|----------------------------|--|

Texte n° 8

- | | |
|-----------------------------------|--|
| — <i>bodium ecclesie de Wervi</i> | — <i>altare de Werohie cum duabus partibus decime.</i> |
|-----------------------------------|--|

Dans les localités énumérées en dernier lieu, et exception faite

de Roulers, Saint-Pierre possédait en 1144 et les *due partes decime* et l'autel, tandis que nos chartes n'enregistrent que le don du *bodium*. Mais cette difficulté est vite résolue : après l'acquisition du *bodium* de Verlinghem, d'Annapes et de Lesquin, le chapitre de Lille reçut les *altaria* de ces trois localités (respectivement en 1101 et 1110) ¹, et avant même que le *bodium* de Wervicq entrât dans son domaine, elle avait obtenu l'*altare* de ce village (1090) ².

Il ressort de cette comparaison que, comme nous l'avions présumé, *bodium* ou *bodium ecclesie* a revêtu le sens de *due partes decime*. Nous en avons maintenant la preuve irréfutable pour le n° 2 où quelques indices avaient permis d'adopter cette signification, ainsi que pour les n°s 7 et 8, où faute de détails, nous avons dû laisser la question en suspens ³.

Et pour d'autres textes encore les chartes postérieures permettent d'établir péremptoirement notre théorie. « *Bodium Rusledensis ecclesie parochie novi et veteris terre* » (n° 5) est rendu en 1143 par « *duas partes decimationis totius parrochiae Ruslensis veteris terrae ac novae tam futurae quam praesentis* » ⁴. Les « *bodium de Thicabusca, bodium de Formesela, bodium de Hipris* » (n° 6) deviennent en 1146 « *duas partes decimae de Iprensi parochia, duas partes decime de Formasela et Dicsbusc* » ⁵. Mais hormis la

1. *Ibidem*, n° X, p. 17 (1101 — Verlinghem — don de l'évêque Baudry de Tournai), n° XIII, p. 21 (1110 — Annapes et Lesquin — dons du même évêque).

2. *Ibidem*, n° VII, p. 13-4 (don de l'évêque Ratbod de Tournai).

3. Il ne reste qu'une seule difficulté : la moitié du *bodium* de Roulers avec les deux tiers de la dîme de l'*indominicatum* du donateur, deviennent en 1144 les deux tiers de la dîme de Roulers. Le chapitre avait-il obtenu entretemps le restant du *bodium* ? La donation faite en 1066 valait-elle à peu près le *bodium* en son entier, et l'a-t-on pour cette raison rendue par *due partes decime* ? En tout cas, cette seule anomalie ne peut pas mettre en danger la conclusion générale. — A noter encore que Gullegem, dont le *bodium* fût en 1066 donné à Saint-Pierre de Lille, n'est pas mentionné en 1144. Mais de telles omissions sont si fréquentes dans les chartes confirmatives qu'il n'est pas besoin de supposer qu'entretemps ce *bodium* avait quitté le domaine du chapitre.

4. Charte du comte de Flandre, Thierry d'Alsace de l'an 1143 : A. DU CHESNE, *Histoire généalogique des maisons de Guînes, d'Ardres, de Gand et de Coucy* (Paris, 1631), preuves, p. 216. A noter que la *lota decimatio* des paroisses de Tronchiennes et de Landeghem de 1087, est ramené ici aux *due partes decime* ! Ceci provient probablement du fait qu'en 1143 la part du prêtre ne fût pas comptée parmi les possessions du chapitre.

5. Bulle d'Eugène III du 25 octobre 1146 : MIRAEUS-FOPPENS, *Opera diplomatica*, III, p. 45.

mention « *in villa de Sin duas partes decime, mansum, agrum* », remplaçant notre « *in Sinio juxta Duacum bodium ecclesiae cum curtili uno libero* » (n° 1), les chartes confirmatives concernant les n°s 1, 3-4, 9 et 10, si elles ne font pas défaut sont trop sobres dans leur rédaction pour permettre d'identifier péremptoirement *bodium* avec *due partes decime*, nous privant ainsi de confirmations supplémentaires mais à vrai dire surabondantes¹.

Bodium peut donc signifier d'une part *corpus ecclesie*, d'autre part *due partes decime*. A vrai dire, deux significations bien divergentes. Mais n'y a-t-il vraiment pas moyen de mettre ces deux significations en rapport l'une avec l'autre ? Lors de la division des revenus paroissiaux en deux parts, on a recouru, quant à la part du prêtre, à une fiction : le desservant de l'église recevrait désormais les revenus qui étaient attachés à l'autel, d'où le terme *altare*. Mais n'est-il pas possible que pour l'autre moitié on ait recouru également à une fiction ; qu'on ait par exemple prétendu que cette partie des revenus paroissiaux était attachée à l'église ? Et en effet, en 1076 on parle de « *decimam tocius corporis ecclesie [de villa Saudemont]* »², tandis que le passage suivant,

1. Nous n'en avons pas pu découvrir pour les n°s 3-4 (chapitre de Lens) et le n° 10 (abbaye de Cysoing — la pièce en question était d'ailleurs déjà une charte confirmative). Pour le n° 1 (Hasnon) : Bulle d'Eugène III du 19 avril 1147 ; J. RAMACKERS, *Papsturkunden in den Niederlanden*. (Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen, Philologisch-Historische Klasse, Dritte Folge, n°s 8 et 9 ; Berlin 1933-4), I, n° 61, p. 180-1. Également publiée par CH. DUVIVIER, *Actes et documents anciens intéressant la Belgique* (Bruxelles, 1898), pp. 115 svtes : « *in villa de Sin...* (voir dans le texte) ; *...villam que dicitur Sanctus Vedastus cum appenditiis suis ; altare ejusdem ville* (acquise par Hasnon en 1098 : DUVIVIER, *Recherches sur le Hainaut ancien*, n° LXXXVIII, p. 475) ; *villam Aznii cum appendiciis suis ; ...in villa que dicitur Sancti Petribroch ecclesiam, hospites et XXVII curtilia ... ; ...[medietatem ville que dicitur Castellum et altare] in villa que dicitur Felseca ecclesiam cum appendiciis suis* (= d'après Duvivier. Par une mauvaise ponctuation, Ramackers a corrompu le sens du dernier passage : *[medietatem ville que dicitur Castellum ; et altare] in villa que dicitur Felseca ecclesiam cum appendiciis suis*). Obesies-Bavisiel n'y figure pas. — Pour le n° 9 (Saint-Barthélemy de Béthune) : Bulle d'Eugène III du 23 décembre 1152 (A. DE LOISNE, *Une bulle inédite du pape Eugène III*. — Bulletin de la Société des Antiquaires de la Morinie, t. IX, 1892-6, p. 194-201) : « *locum in quo ipsa ecclesia sita est cum appendiciis suis ; altare de Locum et decimam que ad ipsum pertinet in villa qui dicitur Roht* ».

2. Diplôme de Philippe I^{er}, du 28 février 1076 (Prou, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, n° LXXX, p. 202 et p. 438). Repris à peu près textuellement dans une charte du comte de Flandre Robert I^{er} de l'an 1076 (après le 22 avril) (VER-

emprunté à une charte de l'an 1106 est encore plus significatif : « *et in singulis villis mansum unum ubi constructis horreis decimas altaris et navis ecclesiarum que nobis remanserunt, poneremus...* »¹ A mettre en rapport avec les précédents, est le texte que voici : « *corpus videlicet Heldengis ecclesie et decimam totius terrae inter Nepam et Warnaviam et Porcinam beccam et potestatem Warnestron sitae* », rendu plus tard par « *decimam in Heldengis inter Nepam...* »². On remarque que l'on considère dans tous ces textes les *due partes decime* non pas comme attachés à l'église, mais bien à une partie de cette église, à la *navis ecclesie* ou *corpus ecclesie*, en un mot au *bodium*³. On peut donc présumer que *bodium*, signifiant d'abord *corpus ecclesie*, a fini par revêtir le sens de « revenus paroissiaux attachés au *bodium* », et ces revenus paroissiaux étant les *due partes decime*, est devenu synonyme de ce terme⁴.

Nous voilà ramenés à l'hypothèse formulée plus haut, lorsque, constatant que *bodium* était le pendant de *corpus ecclesie*, nous nous sommes demandés si le terme ne pourrait signifier également « la partie principale d'une église avec les revenus y afférents ». Nous avons continué nos recherches, remarqué que notre explication ne pouvait tenir debout, vu que *bodium* était syno-

CAUTEREN, *Actes des comtes de Flandre*, n° 4, p. 9). Saudemont : Pas-de-Calais, arr. Arras, con. Vitry-en-Artois.

1. Charte de l'abbé Henri de Saint-Vaast : VAN DRIVAL, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras rédigé au XII^e siècle par Guimann* (Arras, 1875), p. 297. — Concerne les villages de Bienvillers (Pas-de-Calais, arr. Arras, con. Pas), Coulleumont (Pas-de-Calais, arr. Arras, con. Avesnes-le-Comte) et La Bazèque (dépendance de La Herlière : Pas-de-Calais, arr. Arras, con. Beaumetz-les-Loges).

2. Charte du comte de Flandre Baudouin IV pour la collégiale Saint-Amé de Douai, 1024 : F. BRASSART, *Histoire du château et de la châtellenie de Douai* (Douai, 1887, 3 vol.), III, p. 3-4. — Diplôme de Philippe I^{er} et charte de Robert I^{er}, toutes les deux de l'an 1076 : voir p. 187 n. 2. — *Heldengis* : inconnu, dans le voisinage de Nieppe (Nord, arr. Dunkerque, con. Bailleul) et de Warneton (Flandre occidentale, arr. Ypres, con. Messines). La Warnave et la *Porcina becca* : deux ruisseaux près de Nieppe et Warneton.

3. THOMAS, *op. cit.*, p. 77-8, remarque simplement que les revenus paroissiaux furent attachés soit à l'*altare*, soit à l'*ecclesia*. Qu'en Flandre on attachait les *due partes decime* au *corpus ecclesie*, ce fait est-il propre à cette principauté ?

4. C'est d'ailleurs le même phénomène que nous constatons à propos d'*altare* : autel — revenus paroissiaux attachés à l'autel (= part du prêtre) — église puisque la possession de l'*altare* = part du prêtre, entraînait avec elle celle de l'église en tant que bâtiment).

nyme de *due partes decime*... mais finalement nous devons constater que nous sommes revenus à notre point de départ : *bodium* est bel et bien la partie principale d'une église avec les revenus qui s'y rattachent. Il y a toutefois une notable rectification à faire. Où nous avons supposé que cette division des revenus d'une église résultait du fait que le bâtiment lui-même était divisé entre plusieurs propriétaires (division p. ex. entre *bodium-crypta*), il s'avère que les choses sont à intervertir ; qu'ayant divisé les revenus des églises en deux parts, on a eu recours à une fiction et qu'on a attaché ces parts à des parties de l'église, à l'*altare* et au *bodium*, sans que la possession du *bodium* = part des revenus paroissiaux, entraînant nécessairement celle du *bodium* = élément architectural principal de l'église.

Les textes dans lesquels apparaît *bodium* sont assez rares. Nous n'avons pu en rassembler qu'une douzaine, sans compter les quelques confirmations textuelles de chartes antérieures. De ce total il faut encore en retrancher une, qui n'est qu'une paraphrase d'actes plus anciens, et sur laquelle nous reviendrons plus loin (le n° 12). Restent onze textes. Dans un seul, *bodium* revêt la signification *corpus ecclesie* ; la pièce est de 1218. Des dix autres documents, sept datent de la seconde moitié du XI^e siècle (1065, 1066, 1070, 1070, 1087, 1089, 1096). Un seul fut rédigé au XII^e siècle (entre 1135 et 1190), mais c'est une compilation faite au moyen de documents antérieurs : dans notre cas il y a de fortes probabilités que le texte employé remonte à l'époque de la donation du *bodium*, c.-à-d. à la première moitié du XI^e siècle. Il est par conséquent à classer quant à sa date, dans le groupe précédant. Des deux autres, un date de la première moitié (1112), l'autre de la seconde moitié (1169) du XII^e siècle.

Tous se rapportent au comté de Flandre ¹. Sept sont des chartes données en faveur de collégiales ou abbayes situées dans la partie de la principauté d'expression romane (Saint-Pierre de Lille : 3 ; chapitre de Lens : 2 ; Saint-Barthélemy de

1. L'abbaye d'Hasnon était située dans l'Ostrevant, qui en 1065 relevait encore du comté de Flandre, pour n'en être détachée qu'à la suite des événements de 1071 (coup d'état de Robert I^{er} qui s'empara de la Flandre mais dut laisser l'Ostrevant à son rival et neveu, Baudouin II d'Hainaut).

Béthune : 1 ; abbaye de Cysoing : 1) ; l'abbaye d'Hasnon était également située en pays roman. Deux seulement concernent des communautés religieuses de la Flandre flamingante (abbaye de Tronchiennes ; Saint-Donatien de Bruges). Les *bodia* énumérés dans les chartes pour ces deux derniers monastères ont trait à des localités de cette région ; les autres soit à des localités où on parlait roman, soit à des localités où le parler était flamand.

D'autres exemples de l'emploi de *bodium* que ceux consignés ici, nous sont inconnus, bien que nos recherches nous aient amené à parcourir les collections de chartes des divers monastères flamands. Pour les autres territoires nous ne pouvons pas être si affirmatifs, mais le fait que les divers exemples donnés par Du Cange et ses différents continuateurs se rapportent précisément à la Flandre et le silence gardé sur ce terme par les auteurs modernes, nous font supposer que le terme *bodium* y a été à peu près inconnu¹.

De toutes ces considérations il ressort à notre avis que le terme *bodium*, s'il n'était pas propre au comté de Flandre, y était du moins beaucoup plus employé qu'ailleurs. Il avait cours tant dans la Flandre flamingante que wallingante. En tant qu'exprimant l'idée « revenus paroissiaux attachés au *bodium* » il y jouissait d'une certaine vogue dans la seconde moitié du XI^e siècle. Mais à partir du XII^e siècle il s'éclipsa à peu près complètement devant l'expression *due partes decime* et ses variantes.

En somme des conclusions assez vagues. Tâchons de les approfondir davantage. Dans les textes connus où apparaît *bodium* la proportion est donc de huit pour la Flandre wallonne contre deux pour la Flandre flamingante. Si nous comptons par établissements bénéficiaires, cette proportion tombe à cinq contre deux, mais la balance incline encore fortement en faveur du pays roman. Conclure de là que notre terme était beaucoup plus répandu en pays roman qu'en pays flamand serait, vu la

1. Sub verbo *bodellum*, Carpentier nous présente un terme qui, apparenté à notre *bodium* (comme le souligne cet érudit, *bodellum* est très probablement un diminutif de *bodium*), doit également avoir eu à peu près le même sens (= partie de la dîme). A en juger tout au moins d'après le passage donné : « *Quicquid Hodiardis et Orrius filius ejus habebant... in ecclesia de Masnilo cum medietate bodelli...* » (Charte d'un évêque de Toul de l'an 1211).

rareté relative de nos textes, trop hasardeux, si d'autres indices ne venaient pas confirmer cette impression.

On rencontre en Flandre, dans la seconde moitié du XI^e siècle, assez fréquemment l'expression *due partes decime*... mais à peu près exclusivement dans les chartes de monastères situés dans la partie du comté d'expression flamande ¹ ! D'autre part, il y a donc deux exemples de l'emploi de *bodium* pour cette partie de la principauté — toutefois, il y a de fortes présomptions, à ce que l'acte de 1087 en faveur de Tronchiennes (= n° 5) ait été rédigé à Lille par un chantre de la collégiale de Saint-Pierre de Lille ² ! Ainsi donc, il est plus que probable que l'un des textes que nous avons intégré dans le groupe « pays flamand », appartient en vérité à la catégorie « Flandre wallonne » ! La proportion devient maintenant de neuf textes wallons contre un texte flamand, de cinq communautés religieuses romanes contre une communauté flamande. Et qui dit que le seul texte flamand restant, à savoir la charte de 1089 pour Saint-Donatien de Bruges, n'est pas également due à quelque scribe roman, ou que tout au moins notre terme n'y apparaît que sous une influence romane ? Que tel soit très probablement le cas, un texte postérieur le laisse présumer. Alors qu'en 1164, la chancellerie de l'évêque de Tournai, probablement sous l'influence du demandeur (= l'abbaye de Cysoing), emploie encore *bodium* (= *due partes decime*), en 1237, en Flandre flamingante, et plus particulièrement à Saint-Donatien de Bruges, on ignorait déjà complètement ce sens du terme. En effet, dans une charte de cette année, l'évêque

1. Pour autant que nous le sachions, à une exception près : les « *due partes decime culturarum mearum* » de Roulers dans la charte de 1065 pour Hasnon (n° 1) dans laquelle revient également le terme *bodium*. — Voici quelques exemples de l'emploi de *due partes decime* dans les actes flamands antérieurs à 1100 : charte de Bandouin V pour Bergues Saint-Winnoc, 1067 (A. PRUVOST, *Chronique et cartulaire de Bergues-Saint-Winnoc* [Soc. d'Emul. de Bruges, 1^{re} série : chroniques des monastères de Flandre, n° 19 ; Bruges, 1875], I, p. 56 svtes. — Charte (suspecte !) de Robert I^{er} pour l'abbaye de Watten, 1072 (VERCAUTEREN, *Actes des comtes de Flandre*, n° 1, p. 3). — Diplôme de Philippe I^{er} pour Saint-Pierre d'Aire, 1075 (PROU, *Actes de Philippe I^{er}*, n° 72, p. 184). — Charte de l'évêque Drogo de Théroutane pour l'abbaye de Saint-Bertin, 1075 (B. GUÉRARD, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Bertin* [Paris, 1840], p. 194). — Charte de Robert I^{er} pour Saint-Pierre de Cassel, 1085 (VERCAUTEREN, *op. cit.*, n° 6, p. 17-8).

2. VERCAUTEREN, *op. cit.*, p. LXV.

de Thérrouane confirmait quelques possessions de cette collégiale, et e. a. « *de bodio de Dickebusch, et de bodio de Formesela et de bodio de Ipris* », mais déclare plus loin « *duasque partes decimae de Iprensi parochiae et duas partes decimae de Formesella et de Dickebusch, prout Eugenius et Alexander summi pontifices bodium eis collatum a praedictis comitibus in confirmationibus suis interpretantur* »¹ !

Nous pouvons donc préciser comme suit les conclusions formulées un peu plus haut. *Bodium* (= *due partes decime*) semble être un terme propre à la Flandre wallingante. S'il apparaît quelquefois en Flandre flamingante cela ne semble être dû qu'à quelque circonstance fortuite, et en tout cas à une influence romane. En pays flamand le terme spécifique pour désigner cette partie des dîmes que les seigneurs se réservaient, était *due partes decime* et ses variantes. Dès le XII^e siècle cette expression commence par avoir également le dessus en pays roman², bien que là *bodium* ait eu la vie assez dure puisqu'on l'emploie encore en 1164. Néanmoins dans la seconde moitié du XII^e siècle il y était déjà un terme désuet. Pourquoi *bodium* s'est-il éclipsé si vite devant *due partes decime* ? Nous hasardons l'hypothèse que voici. Alors qu'au XI^e siècle ces *due partes decime* étaient considérées comme étant la partie des revenus paroissiaux attachée au *bodium* (= *corpus ecclesie*), cette notion s'était perdue avec le temps. Les *due partes decime* ayant maintenant leur vie propre, on commençait par les désigner sous leurs propres caractéristiques, comme c'était déjà depuis longtemps le cas en pays flamand. Et peu à peu le terme qui les rendait en tant que notion juridique tombait en désuétude.

L'emploi de *bodium* était-il répandu dans toute la Flandre wallingante ? Les collégiales et abbayes en pays roman dans les chartes desquelles revient notre terme, étaient toutes situées

1. C'est notre texte n° 12. Les actes des comtes flamands auxquels on renvoie ici sont la charte de Robert (II) de l'an 1089 (= notre n° 6) et la charte confirmative de Philippe d'Alsace de 1183 (voir p. 175, n. 8). Les bulles des papes qui interprétaient *bodium* par *due partes decime* sont celles d'Eugène III de 1146 (voir la référence p. 186, n. 5), et d'Alexandre III de 1173 (non encore publiée).

2. La preuve en est que dans le courant du XII^e siècle plusieurs actes confirmatifs concernant des communautés religieuses situées en pays roman, rendent *bodium* par *due partes decime*.

dans le voisinage immédiat les unes des autres (Lille, Lens, Béthune, Cysoing, Hasnon), c.-à-d. dans la partie sud-est du comté (= comprenant l'Ostrevant, la châtelainie de Lille, le comté de Lens, la seigneurie de Béthune). De là à conclure que le terme est propre à cette partie de la Flandre wallonne, il n'y a qu'un pas. Toutefois, vu la rareté des mentions de *bodium*, il est prudent de ne présenter cette déduction que comme une possibilité. Il est à noter néanmoins qu'au XI^e et au commencement du XII^e siècle, Saint-Amé de Douai et Saint-Vaast d'Arras, toutes les deux situées en Flandre wallonne, à la limite sud de la région que nous venons de délimiter comme étant le domaine favori de *bodium*, rendent *due partes decime* par une circonlocution dans laquelle entrent *corpus ecclesie* ou *navis ecclesie*¹. Ainsi donc ils se référaient à la notion juridique exprimées par *bodium* sans avoir recours au terme ! Argument assez probant en faveur de notre hypothèse que l'emploi de *bodium* était restreinte à une partie seulement de la Flandre wallonne².

En tant que revêtu du sens d'élément principal d'une église, *bodium* est donc fort rare... mais, il faut le dire immédiatement, l'idée exprimée ne revient que très rarement dans les textes ! Ceci pour la simple raison que l'on n'en avait guère besoin³. Nous ne l'avons rencontrée que quatre fois⁴, et de ces quatre mentions seul le *bodium* de 1218 visait plus particulièrement « l'élément principal d'une église ». Dans les trois autres cas, *corpus ecclesie* (deux fois) et *navis ecclesie* (une seule fois) étaient mis en rapport avec *decima* et formaient avec elle une circonlocution rendant notre *bodium* = *due partes decime*⁵. De la seule

1. Voir p. 187-8. — Voir également plus loin dans le texte.

2. Quant aux autres régions de la Flandre wallonne, il nous a été impossible de mettre la main sur des textes du XI^e ou commencement du XII^e siècle, qui parlaient de *bodium*, de *due partes decime* ou employaient une autre expression rendant cette catégorie de dîmes.

3. Le plus souvent on parlait tout simplement d'*ecclesia*. — Que dans notre texte n° 11 on ait cru nécessaire de spécifier qu'il s'agissait du *bodium ecclesie* résulte du fait qu'on voulait opposer ce passage à cet autre où il était question de *crypta ecclesie*.

4. Nous devons avouer toutefois que nos recherches n'ont nullement été exhaustives. Il est même probable que d'autres mentions nous ont échappé. Mais ceci ne peut altérer le fait que les termes rendant cette notion n'étaient guère d'un usage courant.

5. Voir p. 187-8.

mention de *bodium* = *corpus ecclesie* il n'y a pas moyen de déduire grand'chose. Combiné avec ce que nous venons de dire de *bodium* = *due partes decime*, on peut néanmoins présumer qu'en Flandre wallingante (ou dans une partie de celle-ci) *bodium* était le terme spécifique pour désigner « la partie principale de l'église », qu'en d'autres régions on rendait par *navis*, ou *corpus ecclesie*. Et à en juger d'après la seule mention (= en 1218), il semble qu'en Flandre wallonne, ou dans une partie bien déterminée de celle-ci, on a assez longtemps recouru à *bodium* dans l'acceptation de *corpus ecclesie*, plus longtemps en tout cas qu'à *bodium* exprimant le sens, dérivé du précédent, de *due partes decime*. *Bodium* n'est donc pas à rapprocher du mot flamand « bodem », et puisque l'emploi du terme était restreint à une région romane, il n'est guère probable qu'il faille le faire dériver, au moins directement, d'un autre mot germanique. D'ailleurs qu'à Saint-Barthélemy de Béthune on déclarât « *cum tota alia parte quam vulgus bogium solet appellare* », « *aliam partem quam dicimus vulgo bogium* » (= n° 9), montre clairement qu'on a affaire à un mot roman habillé à la latine. N'étant pas compétent dans la matière, nous laissons aux spécialistes le soin de chercher l'étymologie du mot.

Le peu de mentions connues et l'aire assez exiguë de son emploi ont eu pour conséquence qu'on ne s'est pas beaucoup préoccupé de *bodium*. A notre connaissance il a été complètement ignoré par tous les auteurs traitant de l'histoire des églises paroissiales ou des dîmes. Il a bien pu intriguer quelques rédacteurs de glossaires latins, éditeurs de textes, ou historiens s'occupant de l'histoire locale, mais l'intérêt qu'il leur inspira n'était pas tel qu'ils ont voulu en avoir le cœur net. Ainsi Du Cange s'est contenté de rapprocher *bodium* du mot flamand « bodem », ce qui aurait donné au terme le sens de fonds. Il n'était pas le seul à faire ce raisonnement ¹. Gheldolf en parlant du *bodium* d'Ypres que Saint-Donatien possédait en 1089 (n° 6), constate que le terme, d'après l'interprétation donnée par les papes Eugène III et Alexandre III dans leurs bulles confirmatives, indiquait « le droit de deux parts des dîmes et des noales »... ce

1. Que d'ailleurs son opinion ait influencé Gheldolf et M. Vercauteren paraît même fort probable et, pour tout dire, très naturel.

qui ne l'empêche pas de rendre aussitôt *bodium de Ipris* par « fonds rural d'Ypres »¹ ! M. Vercauteren dans son analyse de l'acte de Robert II de 1096 (= notre n° 7) rend *bodium de Lescin* par « la terre de Lescin ». Carpentier a mieux entrevu la vérité lorsqu'il affirmait que *bodium* pourrait signifier encore d'un côté une partie d'un bâtiment (= crypte, cave), de l'autre côté une *praestationis species*. Malheureusement il n'a pas poussé plus loin ses recherches afin de dégager la véritable nature de cette sorte de prestation, et, quant à l'identification *bodium* = crypte, il a par trop vite interprété son texte.

Mais il n'y a pas de règle sans exception. L'exception dans ce cas-ci est E. Hautcœur qui dans son édition du *Cartulaire de l'église collégiale de Saint-Pierre de Lille* où il rencontrait maintes fois *bodium*, s'est occupé du problème. Nous avons déjà fait remarquer qu'il a relevé la fausse interprétation de Carpentier « *bodium-crypta* »². Ailleurs³ il a consacré une note assez substantielle à « *bodium* = les deux tiers de la dîme ». Il y indiquait quelques textes dans lesquels revenait le mot⁴, et en comparant quelques-uns avec des textes postérieurs⁵, il dégagait le sens de notre terme. Il expliquait également la portée de « les deux tiers de la dîme » (= division des revenus paroissiaux en deux parts : l'autel — les deux tiers de la dîme).

Par conséquent, l'honneur d'être le premier à identifier *bodium* avec *corpus ecclesie* ou *due partes decime* ne nous revient pas. Bien plus, l'essentiel de ce qui était à dire sur *bodium* se trouvait déjà condensé dans les notes de Hautcœur. Néanmoins, d'une part il restait encore bien de détails à ajouter au squelette fourni par le savant évêque de Lille, et d'autre part, ces notes dans le car-

1. L. A. WARNKÖNIG-A. E. GHELDOLF, *Histoire de la Flandre et de ses institutions civiles et politiques jusqu'à l'année 1305* (Bruxelles, 1835-64, 5 vol.), V, p. 31 et n. 2. Son erreur se laisse surtout expliquer du fait que le savant croyait que Saint-Donatien possédait à Ypres la terre dite « Hofland » (Voir également *ibidem*, p. 87). A vrai dire cette terre appartenait au comte de Flandre, mais était soumise à la juridiction du prévôt de Saint-Donatien en sa qualité de chancelier héréditaire de Flandre.

2. *Cartulaire de Saint-Pierre de Lille*, p. 139, n. 1. — Voir plus haut, p. 177.

3. *Ibidem*, p. 4, n. 1. — Dans l'édition de la chartre de Baudouin V (= n° 2).

4. Dans notre liste, outre le n° 2, les n°s 3-4, 5, 6 (= renvoi au faux daté de 961) et 9.

5. Notamment pour les n°s 2, 5 et 6.

tulaire de Saint-Pierre de Lille ont passé à peu près inaperçu¹. Le terme *bodium* n'étant pas sans présenter quelque importance, nous avons pensé qu'il n'était pas superflu d'y consacrer une note dans le *Bulletin Du Cange*.

II. REDECIMA

A l'encontre de *bodium*, *redecima* avec ses variantes *redecimatio*, *redecimum*, *redimatio*, ou sous la forme romane *redeisme* ou *redisme*, apparaît assez fréquemment dans les textes du moyen âge et son emploi n'a pas été restreint à un cadre géographique exigü. Ce qui n'a pas empêché que sa signification exacte n'a pas encore été établie.

DU CANGE l'a insérée sub verbo « *redecima, redecimatio* » dans son *Glossarium* (1676). Le célèbre érudit renvoie à treize pièces. A ce chiffre déjà respectable les BÉNÉDICTINS DE SAINT-MAUR ont, dans leur réédition du *Glossarium* (1733-6), ajouté douze autres extraits de chartes, tandis que dans une sous-rubrique de « *redecima, redecimatio* », ils ont fait rentrer les mots *redecimatio* et *redimatio* pour chacun desquels ils donnent un texte. Dans son *Supplementum* (1766), CARPENTIER a reproduit de larges extraits d'une charte dans laquelle furent spécifiés les divers usages faits des revenus d'une redîme, sans que les détails fournis nous apprennent quelque chose concernant cette redîme. Mais cet érudit a en outre inséré les deux mots *redecimum* et *redecima oblationum* qu'il a fait accompagner chacun d'un extrait. Sub verbo « *ministerialitas* » et « *tractus* » (= *tractus* 3), Du Cange et Carpentier ont respectivement donné un texte dans lequel revient encore notre terme. Les éditeurs postérieurs (HENSCHEL : 1840-50 ; FAVRE : 1883-7) se sont contentés de reprendre et de grouper tous ces textes et renvois, sans y ajouter quoi que ce soit.

En tout on trouve donc dans les dernières éditions du *Glossarium* une trentaine de mentions, dont trois textes romans.

1. A notre connaissance, seul VAN WERVEKE, *Het bisdom Terwaan*, p. 98, n. 2, a relevé celle concernant *bodium* = *due partes decime*.

Dans le temps ils s'échelonnent du XI^e au XIII^e siècle. Quant à leur aire de dispersion, la plupart se rapportent aux diverses principautés de la France médiévale, mais quelques-uns se rattachent à l'Angleterre, au Danemark et à l'Allemagne du Nord.

Redecima a reçu une forme romane. Dans son *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, F. GODEFROY ne l'a pas oublié. Sub verbo « *redeïsme* » il ajoute aux trois textes empruntés au *Glossarium*, quatre autres textes qui se rapportent naturellement à la France et dont deux datent du XIV^e siècle.

Du Cange a cru pouvoir expliquer *redecima* par « *decima pars decimae seu decima decimae* ». Cette affirmation était fondée sur quelques chartes dans lesquelles *redecima* est effectivement présenté comme le pendant de *decima decimae*. Sub verbo *redecima* même, Carpentier et les divers rééditeurs du *Glossarium* se sont contentés de cette explication, mais sub verbis *cario* et *tractus* 3 les Bénédictins ont défini de façon plus précise le sens qu'à leurs yeux revêt la vague expression *decima decimae* : « *pars decimarum quam percipiebat is qui eas colligebat, trahebat seu vehebat in horreum decimatoris* (= sub verbo *tractus* 3). Ainsi pour eux *redecima*, *decima decimae*, *cario*, *tractus* (= dans une des acceptations de ce mot), sont tous des synonymes¹. Leurs continuateurs n'ont eu rien à redire à cette opinion. Quant à Godefroy il note simplement « *seconde dîme, le dixième du dixième* », reprenant ainsi l'interprétation donnée par Du Cange et l'expliquant à sa manière.

Dans son *Histoire de la dîme ecclésiastique*, P. VIARD a relevé le terme². Il donne des exemples de l'emploi de *redecima* dont quelques-uns ne figurent pas dans le *Glossarium* de Du Cange. Quant à la signification du terme, après avoir affirmé que les documents ne fournissent aucune indication sur la nature et l'objet de cette redevance, il s'adresse à Du Cange. Il commet

1. Ainsi que *menagium* 2 et *ministerialitas* 1 : voir plus loin, p. 206, n. 1.

2. P. VIARD, *Histoire de la dîme ecclésiastique principalement en France jusqu'au décret de Gratien* (Dyon, 1909), p. 233-4.

Dans son autre œuvre sur l'histoire de la dîme (*Histoire de la dîme ecclésiastique dans le royaume de France aux XII^e et XIII^e siècles*, Paris, 1912), l'érudit l'a passée sous silence.

une petite erreur en déclarant « Le *Glossarium* de Du Cange (v^o *redecima*) la considère comme la dîme de la dîme, mais ne persiste pas toujours dans cette opinion ; ailleurs (v^o *tractus*), il pense que ce mot désigne la prestation due par le redevable à qui transporte la dîme dans les bâtiments du décimateur ». En effet, Du Cange a simplement dit *redecima* = *decima decimae*, tandis que ce sont les Bénédictins qui par *tractus* ont rendu *redecima*... mais également *decima decimae* ! Dans leurs yeux *tractus* et *decima decimae* ne sont pas deux interprétations différentes du même terme ! De ces fausses prémisses découle un faux raisonnement : « La première opinion (= *decima decima*) bien démontrée paraîtrait préférable ... » mais cette première opinion les Bénédictins l'ont assimilée à la seconde ! D'ailleurs, Viard se contente de cette simple remarque. Sur la réalité couverte par *decima decimae* il ne risque pas même une hypothèse. Quant à la seconde opinion, l'auteur ne la rejette pas complètement, mais il fait simplement observer : « En tout cas, comme je n'ai rencontré la redîme que dans des chartes de donation, je ne pourrais admettre comme règle générale l'obligation, pour le débiteur de la dîme, de pourvoir à ses frais au transport de sa contribution ». La conclusion finale est nettement négative : « Mais il est plus prudent, à mon avis, de ne pas se prononcer en ce qui concerne la redîme antérieure à 1150 ». Une constatation plus positive, formulée un peu plus haut, est toutefois à retenir : « Dîme et redîme ne sont donc pas indissolublement unies. Et celle-ci est incomparablement plus rare que celle-là ».

Nous allons tâcher de prouver qu'il est bien possible de préciser davantage le sens de *redecima*. Nous n'aborderons pas le problème en son entier. Nous n'examinerons pas un par un toutes les mentions connues de l'emploi de notre terme¹, mais par l'examen de textes se rapportant à la Flandre, nous tâcherons de démontrer que *redecima* peut avoir un sens très acceptable, et, celui-ci une fois précisé, nous le confronterons avec les extraits donnés par Du Cange et ses continuateurs.

1. Nous l'avons bien tenté mais nous avons dû renoncer à l'entreprise. Ceci pour une difficulté toute matérielle, à savoir l'impossibilité de nous procurer la plupart des livres auxquels on référerait.

Passons en revue ces textes flamands :

1) 1075, CHARTE DU COMTE DE FLANDRE ROBERT I^{er} POUR LE CHAPITRE DE HARLEBEKE : le comte fait don à la collégiale de « *tam in denariis quam in victimis, in terra tam in culturis quam in novis terris, immo de placitis meis redecimationem prefecture Harlebecensis* »¹.

2) 1085, CHARTE DU COMTE DE FLANDRE ROBERT I^{er} CONFIRMANT A LA COLLÉGIALE DE SAINT-PIERRE DE CASSEL, FONDÉE PAR LUI, LES POSSESSIONS DONT IL L'AVAIT DOTÉE : le comte avait donné e. a. : « *ad claustrales officinas faciendas et restituendas redecimationem bonorum meorum cunctorum Casselensis castellatura* »².

3) 31 OCTOBRE 1089, CHARTE DE ROBERT, FILS DU COMTE DE FLANDRE ROBERT I^{er}, CONFIRMANT SES POSSESSIONS AU CHAPITRE DE SAINT-DONATIEU DE BRUGES : la collégiale possédait e. a. « *redecimationis vero nummorum de cunctis ovilibus* »³ *meis* (= du comte), *que similiter ab antecessoribus meis in edificia ecclesie data est* »⁴.

4) TOUTE UNE SÉRIE D'ACTES SE RAPPORTENT A UNE REDÎME DONNÉE PAR LES COMTES DE FLANDRE A SAINT-PIERRE DE LILLE :

a) 3 mars 1144, bulle de Célestin II confirmant au chapitre ses possessions de nature ecclésiastique et e. a. « *decimam partem omnium reddituum comitis Flandrensium ad Insulam pertinentium* »⁵.

b) 1190, Gérard de Messines, le prévôt de la collégiale, conclut un arrangement avec le doyen et le chapitre :

1. VERCAUTEREN, *Actes des comtes de Flandre*, n° 3, p. 6. Sur la portée de ce texte : voir également p. 202, n. 2. — Harlebeke : Flandre occidentale, arr. Courtrai, chef-lieu de canton.

2. *Ibidem*, n° 6, p. 18. Sur la portée de ce texte, voir p. 202, n. 1. — Cassel : Nord, arr. Dunkerque, chef-lieu de canton. Les Bénédictins de Saint-Maur renvoient à ce texte dans l'édition de MIRAEUS-FOPPENS, *Opera diplomatica*, II.

3. Dans la plupart des autres textes rendu par *berquaria*, c'est-à-dire bergerie, plus particulièrement sur les terres d'alluvion le long de la côte.

4. *Ibidem*, n° 9, p. 30. — Les Bénédictins de Saint-Maur renvoient à l'acte faux daté de 961 et modelé sur ce texte-ci (voir p. 175, n. 8). Ils notent en outre « *ubi redecimatio et decimatio idem sonant* ».

5. HAUTŒUR, *Cartulaire de Saint-Pierre de Lille*, n° XXV, p. 34.

on y parle e. a. de « *redecimam pię memorię comes Balduinus, ecclesię nostrę fundator, canonicis ad hoc contulit, ut de ea...* (suit l'énumération des divers usages faits avec les revenus) »¹.

c) 11 février 1225, bulle de Honorius III confirmant au chapitre la possession de la redîme en question : « *Eapropter... redditibus frumenti, avenę, denariorum et aliarum rerum, que dicuntur redecima, ecclesie vestre a Flandrensibus comitibus pia liberalitate concessos, sicut eos eadem ecclesia juste, canonice ac pacifice obtinet, vobis et per vos ipsi ecclesie auctoritate apostolica confirmamus...* »².

d) 1^{er} octobre 1233, Jeanne, comtesse de Flandre, fixe la quantité de froment due pour la redîme : « *Cum questio inter nos et ecclesiam beati Petri Insulensis super quantitatem tritici redecime mota fuisset, nos a probis viris et fide dignis et super hoc sufficienter instructis veritate cognita et plenius intellecta, ius ecclesiae recognovimus, et notum fieri volumus universis quod ecclesia beati Petri Insulensis, ab antecessoribus nostris fundata, debet ad brevia nostra de Insula pro redecima tritici habere viginti quatuor modios et dimidium ad magnam mensuram : hoc est viginti novem modios, septem raserias et havotum unum tritici ad mensuram oppidi Insulani* »³.

e) Gros brief de 1255, « centrale » de Lille, sous la rubrique « dépenses des différents produits »⁴.

1. *Ibidem*, n° XLV, p. 53. — C'est à cette chartre que renvoie Carpentier.

2. *Ibidem*, n° CCII, p. 185-6.

3. *Ibidem*, n° CCLIV, p. 221.

4. ARCHIVES DE L'ÉTAT A GAND, *Fonds du Conseil de Flandre, Chartes supplémentaires*. — Le gros brief est un compte se rapportant à la *renenghe*, c'est-à-dire à la plus ancienne administration du domaine des comtes de Flandre. La *renenghe* était subdivisée en quelque quarante « centrales » dénommées d'après les produits encaissés *spicarium*, *lardarium*, *officium* ou *brevia* (bien que les deux derniers termes s'appliquaient également aux *spicaria* et *lardaria*). Ces *officia* centralisaient les produits provenant de divers revenus comtaux dans un rayon bien déterminé. Ainsi le *spicarium* de Lille avait pour circonscription la plus grande partie de la châtellenie de ce nom. Le gros brief enregistrait « centrale » par « centrale » et produit par produit les diverses recettes, et notait également sous chaque « centrale », produit par produit, les diverses dépenses assignées qui furent constituées pour la plus grande partie par des aumônes perpétuelles à des établissements ecclésiastiques et des fiefs de bourse ou de simples rentes en faveur de laïcs. Nous espérons pouvoir publier bientôt le gros brief en question. Voir également R. MONIER, *Les institutions financières du*

= *Datum tritici sancto Petro Insulensi pro redecima 29 modii, 7 raseriae, 1 hodus* (le total des revenus comtaux en froment montait à 68 muids, 10 rasières et 3 heuds).

= *Datum avenae sancto Petro Insulensi pro redecima 26 modii* (sur un total de 102 muids et 1 heud d'avoine).

= *Datum sancto Petro Insulensi anserum 5* (sur un total de 50 oies).

= *Datum sancto Petro cepe 1 1/2 raseria* (sur un total de 12 rasières).

= *Datum sancto Petro anguillarum 150* (sur un total de 1500 anguilles).

= *Datum sancto Petro caponum 30* (sur un total de 186 chapons).

= *Datum ex nummis... sancto Petro Insulensi pro redecima 16 libras* (sur un total de 95 livres, 5 sous et 1 denier).

= Seul des produits *gallinae* (poules — total de 439 1/2) et *ova* (œufs — total de 213 1/2) il ne fut pas donné de redîme.

Conclusion : en 1144 apparaît pour la première fois la redîme (= bien qu'on n'emploie pas encore le terme) que d'après l'acte de 1190 le fondateur de la collégiale, le comte Baudouin V (1035-1067) aurait octroyé aux chanoines sous condition de faire face avec les revenus, à diverses dépenses soigneusement déterminées. En tout cas, dans la charte de Baudouin V de l'an 1066, cette redîme ne revient pas parmi les possessions et droits dont le comte avait gratifié le chapitre qu'il venait de fonder. Le gros brief de 1255 permet de spécifier qu'il s'agit d'une redîme sur les divers revenus des comtes de Flandre provenant de la châtellenie de Lille qui furent rassemblés à Lille dans la « centrale » de la renenghe locale. On l'aurait d'ailleurs déjà pu déduire de l'acte de 1233 dans lequel la comtesse Jeanne déterminait le montant de froment que le préposé au brief de Lille devait délivrer aux chanoines.

comté de Flandre du IX^e siècle à 1384 (Paris, 1948), p. 39-45 (exposé sur la *renenghe*... avec lequel toutefois nous sommes loin d'être toujours d'accord !), p. 68-81 (édition du fragment du *gros brief* de 1187 dans lequel malheureusement ne figure pas l'*officium* de Lille) et p. 81-2 (« reconstitution » du compte de l'épier de Lille en 1187 — reconstitution qui à notre avis n'est pas très bien réussie et qui en tout cas ne mentionne pas les *redecimae* et *decimae* de Saint-Pierre de Lille qui en 1187 furent certainement déjà constituées).

Nous n'avons pas pu découvrir d'autres textes flamands dans lesquels revient *redesima*. Néanmoins, les quelques exemples qu'il nous a été possible de réunir sont très significatifs. L'assiette de la redîme pouvait varier. Ainsi dans le n° 3 ce ne sont que les *ovilia* comtaux, mais n'importe où ils pouvaient se trouver, qui étaient sujettes à la redîme. Dans les autres cas l'aire géographique de la redîme est circonscrite, mais l'assiette se rapporte soit à tous les revenus comtaux (n° 2)¹, soit à tous les revenus comtaux dont suit l'énumération et qui comprennent les revenus en argent, en bêtes, en produits agricoles et même les revenus comtaux provenant de l'exercice de la juridiction (n° 1)², soit à tous les revenus comtaux pour autant qu'ils fussent rassemblés dans une centrale domaniale déterminée (n° 4). Mais si l'assiette de ces redîmes pouvait varier, elles avaient néanmoins toutes un trait de commun : que le débiteur n'était pas le paysan **mais un seigneur qui par grâce spéciale renonçait à une partie de ses revenus**. Dans les nos 2 et 3 on mentionne encore maintes *decimae* ou *decimationes* soigneusement distinguées des *redecimae* : ces *decimae* ou *decimationes* étaient les dîmes ordinaires qui pesaient sur les paysans et dont le produit figurait très souvent parmi les revenus des seigneurs. Ainsi dans les cas étudiés, *redesima* désigne la dîme sur les revenus seigneuriaux.

Viard a traité de cette catégorie de dîmes³. Nous empruntons à son exposé que « Les revenus seigneuriaux ne sont décimables

1. Nous pensons que ce cas-ci est identique au suivant (voir n. svte). Néanmoins dans le *gros brief*, rubrique « épier de Cassel » (= qui avait pour circonscription la châtellenie de ce nom), il n'y a aucune dépense qui peut être mise en rapport avec notre redîme. Mais il faut le dire immédiatement, parfois les comtes ont racheté ces aumônes perpétuelles, ou bien les bénéficiaires les ont vendues ou échangées.

2. Ou, en d'autres mots, dans ce cas-ci, tous les revenus comtaux de la circonscription de Harlebeke. Qui comprenaient e. a. ceux centralisés dans l'*officium* de Harlebeke — d'où dans le *gros brief* on note sous les dépenses de ce « brief » : « *Datum eius [= nummorum] canonicis (= les chanoines d'Harlebeke)* 3 lb. [sur un total de 48 lb. 4 s]... *Datum canonicis avene 60 h[odi]* [sur un total de 749 heuds] ». Ainsi que le produit de la juridiction, qui, lui, ne figure pas dans le *gros brief*. L'exercice de la juridiction par les fonctionnaires de la *renenghe* étant d'ailleurs fort limitée, de sorte que les profits les plus considérables découlant de l'exercice de la juridiction, étaient centralisés par d'autres administrations comtales.

3. VIARD, *Histoire de la dîme jusqu'au décret de Gratien*, pp. 156-7.

que par suite d'une concession des propriétaires de ces redevances », que « aucune décision conciliaire ou pontificale n'a assujéti à la dîme les sommes d'argent ou les produits que les seigneurs percevaient soit comme détenteurs de la puissance publique, soit comme propriétaires ». Nous pouvons rapprocher de ces affirmations la seule conclusion positive concernant la redîme que l'auteur ait formulée : « Dîme et redîme ne sont donc pas indissolublement unies. Et celle-ci est incomparablement plus rare que celle-là », ainsi que ce bout de phrase « ... comme je n'ai rencontré la redîme que dans les chartes de donation... »

Que Viard n'ait pas remarqué que *redesima* pouvait signifier la dîme sur les revenus seigneuriaux, provient probablement du fait que dans la plupart des cas on rendait cette catégorie de dîmes tout simplement par le vocable *decima* ou *decimatio*.

Les comtes de Flandre ont assigné à plus d'une communauté religieuse des dîmes sur leurs revenus. Le *gros brief* de 1255 relève dans pas moins de 14 « centrales » (sur un total de 44) des dîmes prélevées sur les recettes de ces centrales. La formule habituelle est « *datum decime...* » suivi de la quantité du produit délivré au bénéficiaire de la redîme, mais sans le nommer. Il n'y a guère d'exception. Une fois on note « *datum decime Trunci-nis* » (= l'abbaye de Tronchiennes qui était ici le bénéficiaire). Une autre fois en laissant tomber *decima* on relève par contre le nom du bénéficiaire ¹, et seulement dans la « centrale » de Lille on parle quelquefois de *redesima* tout en citant le bénéficiaire ! Sur quatorze cas, douze fois *decima* contre une seule fois *redesima* ² ! Dans les quelques autres exemples que nous avons pu relever de dîmes assignées sur leurs revenus par des seigneurs flamands, c'est également le terme *decima* ou *decimatio* qui revient ³.

1. C'est précisément le cas de Harlebeke : voir plus haut, p. 202, n. 2.

2. C'est très probablement à la suite du conflit entre la comtesse de Flandre et Saint-Pierre de Lille que dans le *gros brief* on a noté en long et en large que cette collégiale était le bénéficiaire de la redîme en question. Que ce fut également sous l'influence de l'acte de 1233 que dans le compte apparaît le terme *redesima* n'est pas non plus impossible.

3. 1) 24 juillet 1037, Baudouin V gratifie Saint-Pierre de Gand du « *omnem decimam piscium suorum* (= du comte) *scilicet anguillarum et aliorum generum in villa Brucburch* (Bourbourg) » (Notice de la charte : A. FAYEN, *Liber tra-*

Nous pouvons conclure. En Flandre *redecima* désigne sans conteste les dîmes assignées par les seigneurs sur leurs propres revenus qui en principe n'étaient pas décimables. Cependant, l'emploi des termes ordinaires *decima* ou *decimatio* pour rendre cette catégorie de dîmes, n'était pas moins fréquent.

Redecima a-t-il revêtu le même sens ailleurs ? Comme nous l'avons fait entendre plus haut, les quelques remarques formulées par Viard concordent avec notre opinion. Ceci est néanmoins un argument bien faible. Comme il nous était matériellement impossible d'examiner la question dans le détail pour les autres territoires¹, force nous était de nous rapporter aux extraits fournis par Du Cange et ses continuateurs afin de tâcher de dégager du contexte si oui ou non *redecima* y peut avoir le sens que nous lui avons prêté.

Il le doit revêtir incontestablement dans les textes suivants :

1) « *Et redecimam vini sui ad cellarium, praeter primum decimam quae solito more datur ad torcularia* (charte d'Henri II d'Angleterre).

2) « *Dedit praefato cenobio quaecumque Osbernus presbiter tenebat cum redecima thelonei* » (Orderic Vital).

3) « *Decimam molendinorum et omnium exituum suorum et redecimationem promptuariorum suorum addidit* » (Orderic Vital).

ditionum Sancti Petri Blandiniensis [Gand, 1906], n° 115, p. 106). Cette donation fut confirmée dans ces termes « *in Brugburgh terram omnemque decimam anguillarum et piscium quam praefatus comes largitus est* » par Henri I^{er} dans son diplôme de 1038 en faveur de l'abbaye gantoise : F. VERCAUTEREN, *Étude critique sur un diplôme original d'Henri I^{er}, roi de France, pour l'abbaye de Saint-Pierre au Mont-Blandin à Gand (1038 ; après le 20 juillet)* (BULET. DE LA COMMISSION ROYALE D'HIST., t. CI, 1936) p. 208-9. — 2) 20 octobre 1110, Robert II, comte de Flandre, confirme des donations faites en faveur de Notre-Dame à Tournai par Evrard, châtelain de Tournai, et comprenant e. a. « *decimam quatuor molendinorum ipsi Tornacensi castello, quod de me tenet sub fisci nomine, pertinentium ceterisque Tornacensibus molendinis predicto castello magis propinquorum* » (VERCAUTEREN, *Actes des comtes de Flandre*, n° 44, p. 119). — 3) 1139, Thierry d'Alsace, comte de Flandre, confirme les donations faites par Iwein d'Alost à l'abbaye de Tronchiennes, et e. a. « *decimationes et molendinorum et omnium reddituum praefati domini Ywani, tam in tota Wasia (= pays de Waes) quam in Truncinio (= Tronchiennes), vel ubicumque de nostro beneficio ab eo possessorum* » (J. J. DE SMET, *Corpus chronicorum Flandriae*, I, Bruxelles, 1837, n° VIII, p. 708-9).

1. Voir plus haut, p. 198, n. 1.

4) « *Decimationem omnium molendinorum in Anglia et rededecimationem omnium caseorum suorum ubicumque fiant in Anglia* » (se rapportant à l'Angleterre).

5) « *Donamus ecclesiam etiam S. Johannis de Anglis cum integritate sua et rededecimatione de universis medietatibus (= mediaturis) nostris dominicis* (abbaye de Notre-Dame de Saintes, 1047).

6) « *Praeterea rededecimationem totius quaestus mei, annonae, vini, denariorum undecumque procedentium* » (Lorraine, ca. 1070).

7) « *Ecclesias de firmitate cum appenditiis suis; rededecimam etiam omnium bonorum domini ejusdem castri* » (Saint-Vincent de Laon, 1171).

Ce n'est donc pas seulement en Flandre que *rededecima* a désigné les dîmes concédées sur les revenus seigneuriaux !

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, Du Cange interprète *rededecima* comme étant le « *decima pars decimae seu decima decimae* ». Pour justifier son opinion il renvoie à quelques textes dont malheureusement il ne donne pas d'extrait. Sauf cependant dans un cas. Et là on parle en effet de « *decimam decimae suae quod vulgariter rededecimam appellatur* » (charte d'un évêque de Beauvais, 1225). *Decima decimae* : cette expression n'est-elle pas conciliable avec notre manière de voir ? Que tel ait pu très bien être le cas, un autre texte en fournit la preuve : « *Presbiteri de Amblevilla rededecimationem habent in tota decima* » (Saint-Victor de Paris). Ici la redîme consiste donc en une dîme prélevée sur la dîme paroissiale que le seigneur (ou une communauté religieuse) n'avait pas aliéné. Alors l'explication fournie par l'illustre Amiénois ne porterait que sur une assiette possible de la redîme : sur la redîme d'un revenu seigneurial très spécial, à savoir la dîme ! Et fausserait par conséquent la signification du terme. Et de même la phrase « *decimam decimae suae quod vulgariter rededecimam appellatur* » serait de nature à induire en erreur, puisque *decima decimae* n'est pas alors à rendre par *rededecima* mais bien par *rededecima decimae*. Comme d'ailleurs dans cet autre texte cité par Du Cange où l'on parle de « *qui decimarum rededecimam capiebat* » (Bourgogne).

Mais *rededecima* ou *decima decimae* ne pourraient-ils pas revêtir un tout autre sens ? En tout cas, les Bénédictins de Saint-Maur

l'ont cru, puisqu'ils interprètent les deux termes par « *pars decimarum quam percipiebat is qui eas colligebat, trahebat seu vehabat in horreum decimatoris* », et les ont assimilés à *cario* et *tractus* (*tractus* 3 : la récompense pour le *tractus decime*) ¹.

Que penser de cette explication ? Sub verbo *cario* les Bénédictins donnent un extrait d'une charte de l'an 1336, émanant d'un abbé de Corbie et rédigée en langue romane : « *et si tenoit [= le maire] le carion, c'est-à-dire le disme de le disme ...* » Pour *tractus* ils se contentent d'une longue explication, sans exemple à l'appui. Cet exemple, Carpentier crut pouvoir le fournir par un texte de 1116 emprunté au cartulaire de Saint-Vincent de Laon. Toutefois le texte en question ne prouve nullement la thèse défendue par les Bénédictins ².

Revenons donc à « ... *le carion, c'est-à-dire le disme de le disme...* » En effet, *carion* y doit être compris dans le sens de « la rémunération de celui à qui incombait la tâche de charrier les dîmes dans les greniers du décimateur » ... mais qu'elle consiste en une dîme prélevée sur le revenu de la dîme ne peut être qu'accessoire ! Le maire qui possédait le *carion* pourrait avoir été rémunéré aussi bien par quelque terre, par une somme d'argent, ou même

1. Ils ont laissé entendre également que *menagium* (*menagium* 2) et *ministerialitas* (*ministerialitas* 1) pourraient être synonymes de *redecima* et *decima decimae*, sans toutefois avoir fait plus que d'effleurer cette question. — Voir également plus haut, p. 197.

2. « *Super 5 modios frumenti quos ecclesia extra partem in decima singulis annis percipiebat, praedicto Odone dicente, quod ecclesia, propter illos quinque modios, propriis vecturis decimam trahere debebat aut ex illis trahentes conducere absque ulla aliqua redecimatione. Super tractu decimae etiam idem Odo asserebat quod sicut tertiam partem in decima habebat ita tertio anno decimam trahere debebat* ». Texte assez ambigu. Nous pensons pouvoir l'interpréter comme suit : l'église (= Saint-Vincent de Laon ?) possédait une part de la dîme dans la localité en question ; en outre elle recevait encore du revenu de la dîme 5 muids de froment par an. A raison de ce supplément elle devait pourvoir à ses propres frais au transport de sa part de la dîme, sans pouvoir réclamer pour cela une redîme sur la part qui revenait aux autres détenteurs. Quant à Eudes, il encaissait le tiers de la dîme, et devait de ce chef se charger tous les trois ans du transport de la dîme ... de qui ? Certainement pas de la sienne. De l'église ? Elle recevait pour cela 5 muids de froment. Reste un troisième détenteur à qui très probablement et l'église et Eudes étaient redevables de leur portion de la dîme. En tout cas *redecima* n'y apparaît pas comme la récompense due à celui qui se chargeait du *tractus decime*, et il est fort probable que le terme y revêt le sens que nous lui avons prêté.

par une redîme portant sur une autre source de revenus du décimateur ! Dans ce cas-ci *decima decimae* est plutôt à considérer comme une mode de rémunération d'un travail spécial !

On peut objecter que *disme de la disme* n'est pas présenté comme le pendant de *redisme* ou de *redisme de le disme*. Par conséquent que dans cette acception l'expression n'est pas synonyme de *redecima* ou de *redecima decimae*. Toutefois l'objection perd sa valeur quand on considère le texte suivant cité par Du Cange sub verbo *ministerialitas* 1 : « *In Gié quoque erat suus ministralis, qui decimarum redecimam capiebat, ipsamque ministerialitatem totam liberam dedit, ut canonici ad velle suum decimatorem ponerent* » (Bourgogne). Ce « sergent » était donc la personne à qui les chanoines devaient avoir recours pour faire transporter leurs dîmes. De ce chef il recevait une *redecima decimarum*. *Disme de le disme* : *redecima decimarum*. Dans les deux cas une rémunération spéciale d'un travail spécial, la mode de rémunération découlant en quelque sorte du travail mais n'étant pas nécessairement déterminée par celui-ci : s'il était assez logique de donner une part de la dîme pour le charriage de cette redevance, rien n'empêchait le décimateur d'avoir recours à une toute autre indemnité. Ainsi, l'explication des savants Bénédictins ne rend pas la réalité. Si dans les cas considérés *cario* et *tractus decime* (= récompense) consistent bien dans une redîme qui porte sur la dîme, ces divers termes ne sont nullement à intervertir indifféremment l'un par l'autre. En tant que signifiant récompense d'une prestation, la redîme pouvait rémunérer n'importe quel travail, et pouvait porter sur n'importe quelle source de revenus.

En voici une preuve péremptoire : « *Li maires... a le jour de Paske le redîme en l'offrande ; et pour ce doit il livrer vin à tous chiaus qui se commenient au jour de le Pasque* » (Compiègne, 1260 — relevé par Carpentier sub verbo *redecima oblationum*). Travail spécial, qui ne comporte pas un charriage de dîmes ; récompense spéciale, qui pour être une redîme ne porte pas sur une dîme !

Mais si l'explication fournie par les Bénédictins reste peu satisfaisante, n'est-ce pas également le cas avec la nôtre ? La signification de « récompense d'un travail » n'est pas précisé-

ment la même chose que « dîme sur les revenus seigneuriaux » ! Oui, mais, si divergentes qu'à première vue ces deux significations peuvent être, elles n'en présentent pas moins des traits communs ! Toutes ces redîmes en effet étaient concédées librement par les seigneurs, qu'ils fussent laïques ou ecclésiastiques, sur leurs propres revenus. *Redecima* = récompense d'un travail, rentre donc également dans la catégorie des « dîmes sur les revenus seigneuriaux » !

Nous pouvons conclure. Il s'avère que dans tous les cas examinés *redecima* désigne la dîme prélevée sur les revenus seigneuriaux, qui en principe n'étaient pas décimables. La plupart d'entre elles se rapportent à des redîmes sur leurs revenus que pour quelque motif religieux (« pour le salut de leur âme », pour célébrer un anniversaire, etc.) des seigneurs laïcs concédaient à des communautés religieuses. Quelquefois pourtant c'étaient les établissements ecclésiastiques eux-mêmes (et peut-être également des seigneurs laïcs) qui avaient recours à ce procédé afin de rétribuer de cette façon quelque prestation due par un de leurs serviteurs. Dans ces deux catégories de redîmes reviennent assez fréquemment les *redecimae decimarum*, les redîmes concédées sur un revenu seigneurial spécial, la dîme.

Redecima ne revêt-il pas encore d'autres significations ? Nous n'osons pas le nier sans plus. Les autres extraits donnés par Du Cange et ses continuateurs sont trop peu explicites pour permettre de juger si *redecima* y a le sens que nous lui avons prêté ... ou pour permettre d'affirmer le contraire. Nous avons précisé le sens que *redecima* revêt dans nombre de cas ; aux historiens qui rencontreront le terme de juger si ce sens est acceptable ou non dans les cas qui les préoccupent.

Dr. L. VOET.